



Femmes à la tête de la police: , PIEGE OU DEFI?

Toujours plus de politiciennes sont bombardées cheffes suprêmes de la police. Prisons, criminalité, sécurité sont leur lot quotidien. Peau de banane ou gageure? Des thèmes chauds pour ces dames de fer.

TEXTE CHANTAL SAVIOZ

Leurs points communs? Etre femme, n'avoir aucune prédisposition particulière pour l'uniforme... Et se retrouver quasi du jour au lendemain bombardées à la tête de milliers de policiers et de commandants de corps.

La politique leur vaut aujourd'hui d'entrer dans le cercle très serré des «drôles de dames». Elues au Conseil d'Etat, elles ont écopé d'un des ministères les plus exposés sans vraiment le réclamer. La radicale vaudoise **Jacqueline de Quattro** prend la tête

en 2007 d'un département remanié recouvrant la sécurité et l'environnement. **Isabel Rochat**, libérale genevoise dirige depuis une année le Département de la sécurité, de la police et de l'environnement. Quant à la socialiste **Esther Waeber-Kalbermatten**, première dame à entrer dans l'exécutif



Femina
1001 Lausanne
021/ 349 48 48
www.femina.ch

Genre de média: Médias imprimés
Type de média: Magazines populaires
Tirage: 194'116
Parution: hebdomadaire



N° de thème: 377.13
N° d'abonnement: 1069501
Page: 24
Surface: 133'429 mm²

valaisan, elle a pris la direction de la police, de l'intégration et des affaires sociales.

Propulser les femmes au sommet de la hiérarchie policière est presque devenu un réflexe. Dans les cantons, sur les trente-deux femmes élues aux gouvernements, dix se retrouvent aujourd'hui à la tête des départements de justice et police, soit presque une sur trois. Outre Vaud, Genève et le Valais, les cantons de Lucerne, d'Uri, d'Obwald, de Schaffhouse, de Bâle-Campagne, des Grisons et de Saint-Gall ont sacré une femme cheffe de la police. La Saint-Galloise Karin Keller-Sutter s'est d'ailleurs fait remarquer. Et elle assurera bientôt la présidence de la Conférence des directrices et directeurs des départements cantonaux de justice et police.

Quatre sur sept conseillères fédérales se sont succédé au Département fédéral de justice et police. Parmi elles, Elisabeth Kopp (rad.), Ruth Metzler (PDC), Eveline Widmer-Schlumpf (PBD), et maintenant Simonetta Sommaruga (PS). Le scénario tiendrait du remake, comme s'il existait une sorte de tradition, de minibizutage, sans que le phénomène ne soit d'ailleurs vraiment pris en compte par les politologues de ce pays.

Dames de fer, femmes à poigne, on attend les politiciennes au contour. Christophe Koller, chef de projet à l'IDHEAP et responsable de la BADAC* note avec prudence que «les femmes n'ont pas forcément tendance à obtenir les départements pour lesquels elles apparaîtraient a priori plus prédestinées (santé, éducation). A quelques exceptions près. Elles semblent par contre davantage prédisposées à des départements liés à la sécurité, normalement moins importants, financiè-

rement parlant, mais aussi plus exposés.» S'agit-il de vrais sièges éjectables? Christophe Koller refuse pour l'heure de peindre le diable sur la muraille et d'évoquer «un effet Sommaruga». «Les statistiques ne montrent pas uniquement une prédisposition des femmes pour la police. Elles montrent aussi l'arrivée des femmes en tant que chancelières, dans plusieurs cantons et au sein de la Confédération.»

Qui veut des prisons?

Alors, peau de banane ou défi? Les trois ministres de la police en poste ne dégomment pas. «Pas question de jouer les victimes, comme certains le voudraient!», résume Isabel Rochat. La libérale constate avec une certaine lucidité que «ce n'est apparemment pas le domaine privilégié des politiciens!» «Personne n'aime sévir ni réprimer, poursuit la ministre genevoise. Qui ne préfère pas présenter aux médias des projets concernant des musées, des écoles plutôt que la construction de prisons?». Jacqueline de Quattro confirme que chaque répartition de départements fait l'objet de manœuvres politiques. «La sécurité est un département exposé. Son objectif est de protéger la population. Mais il a aussi trait aux interdits et à la répression. Ces thèmes ne rendent pas le chef du département très populaire! Alors la tentation peut être grande de le laisser au dernier venu. Et si le nouveau venu est une femme...»

Les cheffes de police des deux plus grands cantons romands ont toutes deux réussi à intégrer une touche verte dans leur dicastère. Elles ont surtout choisi de relever le gant. De son côté, la Valaisanne Esther Waeber-Kalbermatten

aurait dû reprendre la santé. Son mari étant lui-même impliqué dans ce réseau professionnel, la socialiste s'est alors ralliée à la police en 2009. «Nous étions trois nouveaux élus et avons négocié. J'ai été entendue sur le sujet de la nouvelle composition des départements. Intégrer les affaires sociales à la police est une façon très novatrice d'envisager la sécurité.»

«Tenir le cap»

Faire contre mauvaise fortune bon cœur et visiblement retourner la situation à son avantage: c'est la voie qu'ont choisi de suivre les trois ministres romandes. Elles se disent prêtes à relever le défi. Jacqueline de Quattro, qui a réussi, après vingt ans de tergiversations, à mettre sous toit une réforme de la police, tire un bilan positif après trois ans de législature. Certains la dépeignent comme la Keller-Sutter romande. Loi anticagoule, lutte contre la violence juvénile, bracelets électroniques pour conjoints violents, alerte anti-enlèvement... La radicale sait avancer en terrain miné. A l'entendre, une bonne gestion de la sécurité requiert aussi des qualités féminines: «Les femmes savent écouter, dialoguer. Elles sont capables de travailler en partenariat car elles sont pragmatiques et axées sur la recherche de solutions. Le pouvoir ne les intéresse pas en soi mais pour ce qu'il permet de réaliser.» Isabel Rochat dit elle aussi tenir le cap grâce à des compétences spécifiques.

«On est obligées d'avancer sur >

L'ÉCOUTE,
LE PRAGMATISME
ET LA CONCILIATION
SONT DES VALEURS
AJOUTÉES DANS
LES MINISTÈRES
DE POLICE, SELON
LEURS CHEFFES.



JACQUELINE DE QUATTRO,
RADICALE VAUDOISE

> la corde raide, conciliant détermination et sensibilité, des qualités qu'on prête volontiers aux femmes.» La Genevoise, aux prises avec des dossiers lourds comme la prison de Champ-Dollon et les puissants syndicats de police, ne désarme pas. «Je traite de questions qui nécessitent une grande fermeté dans l'exercice du pouvoir, mais également une attention particulière à la délicate question des droits humains». La libérale note qu'avec l'opération Figaro,

il y a eu une baisse de la criminalité de 5%. «C'est trop peu, mais c'est déjà un début, et la vague est en train de s'inverser.»

L'écoute, le pragmatisme et la conciliation sont des valeurs ajoutées dans les ministères de police si l'on en croit leurs cheffes. «Il s'agit aussi de féminiser les états-majors», note Esther Waeber-Kalbermatten, soulignant l'absence des femmes parmi les dix chefs de service que compte son département. Un mandat comme un

long fleuve tranquille? Aucune n'est suffisamment naïve pour l'envisager. Toutes se réjouissent de l'arrivée de Simonetta Sommaruga. La dernière venue dans le cortège grossissant des «drôles de dames» bombardées à leur corps défendant. Ou presque.

* Base de données des cantons et des villes suisses (www.badac.ch), laquelle permet de dresser le portrait des autorités cantonales.



ESTHER WAEBER-KALBERMATTEN,
SOCIALISTE VALAISANNE

BRUTALES SORTIES DE ROUTE

Fonction à haut risque? L'histoire démontre en tout cas que le Département de justice et police a provoqué des sorties de route mémorables. La radicale zurichoise **Elisabeth Kopp** en est la figure emblématique. Première femme à être élue au Conseil fédéral en 1984, elle est ministre de la justice et police jusqu'en 1989, date à laquelle elle quitte le gouvernement avec effet immédiat. Motif: un coup de fil à son mari l'informant que la firme Shakarchi qu'il présidait était impliquée dans l'enquête sur la Lebanon Connection. En 1990, Elisabeth Kopp sera acquittée



de l'accusation de violation de son secret de fonction par la Cour pénale fédérale. La jeune et sémiante PDC **Ruth Metzler** (Appenzell) va, elle aussi, connaître une fin de parcours abrupte. Elue en 1999, elle est lâchée par son parti en 2003 et remplacée par l'UDC Christoph Blocher à la tête du DFJP. La libérale genevoise **Micheline Spoerri**, à la tête du Département de justice, police et sécurité (DJPS) de 2001 à 2005 ne sera pas réélue. Arrivée au lendemain du 11 sep-



tembre 2001, elle doit affronter une suite de crises: l'OMC, l'initiative de Genève et les manifestations violentes en marge du G8... «J'ai sans doute eu de la peine à communiquer, reconnaît-elle aujourd'hui. J'ai vécu mon mandat de façon très solitaire. La sécurité reste un domaine sensible, continuellement exposé. La tâche à la tête d'un tel département s'avère plus difficile que dans les autres». Micheline Spoerri ne croit pas aux peaux de banane, mais elle parle «d'un certain cynisme» à propulser de plus en plus d'élues à la tête de la police. «Pour pouvoir exercer cette fonction, il faut pouvoir intervenir rapidement en période de crises et avoir les coudées franches. Je suis sûre que si j'avais été présidente du Conseil d'Etat et directrice du DJPS, j'aurais été nettement plus à mon aise.»